

Le ZEM CES à propos de la « coordination orientée sur la demande » de la formation continue pour enseignant-e-s et cadres du secondaire II

Regard sur le paysage de la formation continue

Beaucoup d'enseignant-e-s et de cadres du secondaire II n'ont guère de mal à trouver de bonnes formations continues. Mais l'offre est-elle vraiment suffisante dans toutes les régions de la Suisse et pour toutes les disciplines ? Pour le projet de la « coordination orientée sur la demande » de la formation continue, le Centre suisse de l'enseignement secondaire II (ZEM CES) s'efforce de déterminer et de regrouper les besoins en matière de formation continue et de contribuer ainsi à éviter les lacunes et les doublons. Les experts saluent ce projet auquel participent d'ores et déjà plus de 100 personnes.

Qui enseigne veut également apprendre. Des collègues, des élèves, dans des formations continues. Stefan Dolder, qui enseigne la chimie à l'école gymnasiale Lebermatt, a assisté peu avant la crise du Covid 19 à une conférence sur le dopage dans le sport au « Laboratoire Suisse d'Analyse du Dopage ». Il a appris comment on décèle les substances dopantes et a pu discuter avec des collègues de Suisse romande. « C'est seulement si on participe activement à la formation que l'on peut contribuer à lui donner corps et transmettre le plaisir d'apprendre », affirme Dolder. Un jour ou l'autre, il évoquera le sujet du dopage dans ses cours.

« Généralement une affaire privée »

Stefan Dolder est satisfait de l'offre de formation continue à sa disposition. La Société Suisse des Professeurs de Sciences Naturelles (SSPSN) et la Haute école pédagogique de Berne assurent des cours de qualité, et son école et le canton de Berne soutiennent la formation continue – en finançant les cours et compensant les heures perdues. Malgré tout, la formation continue des enseignant-e-s du secondaire II dans son ensemble fait, selon Dolder, quelque peu figure de « parent pauvre » : « Dans le secteur privé, on accorde une grande importance à l'apprentissage tout au long de la vie. Mais dans beaucoup d'écoles du secondaire II, une culture de la formation continue fait défaut. Ici, la formation continue reste souvent une affaire privée. »

Stefan Dolder sait de quoi il parle. Depuis le mois d'août 2019, il participe comme « facilitateur » à un projet du Centre suisse de l'enseignement secondaire II (ZEM CES). Comme 15 autres personnes de onze cantons de Suisse alémanique et de trois cantons de Suisse romande et du Tessin, il examine sur place avec les enseignant-e-s et les cadres scolaires l'offre de formation continue disponible, détermine les thèmes pouvant faire l'objet de formations futures et discute d'autres aspects concernant la formation continue. À cet effet, il a développé un réseau avec des représentants des diverses disciplines dans toutes les écoles de la région de Berne et du Haut-Valais. Une première rencontre a eu lieu début mars – pendant 90 minutes, sur

la base d'un fil conducteur de l'entretien, douze personnes ont échangé leurs avis et expériences sur les offres, les besoins et leurs visions en matière de formation continue. L'impression de Dolder : la carte de la formation continue se présente comme un patchwork, des régions et des disciplines disposant de bonnes offres côtoient des zones blanches.

Avec la mise en place du groupe des facilitateurs et facilitatrices, le ZEM CES concrétise le concept de la « coordination orientée sur la demande » (COD). Son objectif est de contribuer à assurer à l'échelle de la Suisse une offre de formation continue de qualité et conforme aux besoins pour les enseignant-e-s et cadres du secondaire II. Cette activité se fonde sur le mandat de prestations 2017-2020 attribué au ZEM CES par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), selon lequel le ZEM CES doit soumettre régulièrement un rapport au Secrétariat général de la CDIP et à la Conférence suisse des services de l'enseignement secondaire II formation générale (CESFG) sur la situation de l'offre de formation continue pour enseignant-e-s et cadres du secondaire II. Le réseau développé par les 16 facilitateurs et facilitatrices englobe d'ores et déjà plus de 100 personnes.

Avec la coordination orientée sur la demande, le ZEM CES aide les hautes écoles pédagogiques et autres institutions de formation à concevoir leurs offres de formation continue. Regula Müller est responsable du projet au sein du ZEM CES. Elle en explique la démarche : « Dans une première étape, les facilitateurs et facilitatrices relèvent dans des groupes de réseautage régionaux les besoins de formation continue des enseignant-e-s et cadres scolaires. Lors de la rencontre centrale à Berne, nous analysons et regroupons ces indications afin de transmettre finalement aux prestataires de formation, sous forme consolidée, les besoins de formation des praticiens et praticiennes scolaires. » La mesure dans laquelle les hautes écoles pédagogique et les universités veulent et peuvent réaliser ces suggestions fait l'objet d'étapes suivantes du processus, dans une démarche en boucle permanente qui revient régulièrement à la pratique scolaire. La COD contribue ainsi à assurer des offres de formation continue pour toutes les disciplines et dans toutes les régions, et à éviter les dysfonctionnements – lacunes, doublons, lien insuffisant avec la pratique. Avec la COD, le ZEM CES renforce également la voix des enseignant-e-s et cadres du secondaire II pour la définition de thèmes de formation continue.

Réactions favorables

Il reste à voir comment les hautes écoles feront usage de ces informations. Andreas Wittwen, responsable de la formation continue des enseignant-e-s des écoles de maturité à l'Institut des sciences de l'éducation de l'Université de Zurich, salue toutefois fondamentalement le projet : « J'ai moi-même un grand intérêt à ce que nos offres de formation correspondent aux besoins. Si le ZEM CES détermine cette demande encore plus précisément que je ne peux le faire à travers mon réseau, je trouve que c'est une bonne chose. » Pour environ trois quarts des cours proposés par l'Université de Zurich, suffisamment d'enseignant-e-s intéressé-e-s s'inscrivent. Les carences en matière d'offre, selon Wittwen, concernent notamment les « disciplines

orchidées » qui ne sont enseignées que par de rares professeurs dans quelques écoles, comme par exemple le russe, le grec ou le chinois, ou des matières facultatives. Par ailleurs, la situation est plus difficile dans certaines régions, par exemple dans des parties de la Suisse romande.

Pour les cantons de Fribourg et du Vaud, tout au moins, ce n'est pas le cas, considère Anouk Spicher-Thommen. Elle enseigne l'anglais au « Gymnase intercantonal de la Broye » et s'investit tout comme Stefan Dolder comme facilitatrice. « Les enseignant-e-s de ces deux cantons disposent grâce aux universités, à l'EPFL et aux hautes écoles pédagogiques, de bonnes possibilités de formation continue », déclare-t-elle. Mais elle évoque des différences entre les disciplines : « Qui enseigne l'économie trouve des offres de formation attrayantes grâce à la Banque nationale. Dans ma discipline, nous n'avons pas cela. » Beaucoup d'enseignant-e-s semblent partager ce point de vue. Elle dit avoir rencontré un écho très favorable au sein du réseau qu'elle a développé dans sa région. « Les gens sont enthousiasmés par ce projet », affirme Anouk Spicher-Thommen.

Le projet du ZEM CES est également bien accueilli par la Société suisse des professeurs de l'enseignement secondaire (SSPES). Son président Lucius Hartmann déclare : « C'est une bonne chose que les besoins de formation continue de la base soient relevés. À notre avis, le nombre des formations continues interdisciplinaires est insuffisant, et toutes les régions et disciplines ne sont pas servies dans la même mesure. » En partie, les hautes écoles se concentrent trop sur les cantons dont elles dépendent. Ceci désavantage les enseignant-e-s de cantons plus petits, par exemple en Suisse centrale. « Pour eux, des cours qui ont lieu à Zurich quatre fois par semestre de 16h30 à 18h30 sont peu attrayants. Ceci entrave les rencontres entre enseignant-e-s de divers cantons et de différentes régions linguistiques. » Une difficulté supplémentaire découle du fait que certains cantons imposent des restrictions à la formation continue – par exemple en interdisant la formation continue pendant les heures d'école, en refusant leur accord pour des offres extérieures au canton ou en réduisant les contributions de l'employeur. La SSPES a donc présenté en mai de cette année un document de position intitulé « Formation continue des enseignant-e-s de gymnase et d'école de culture générale », avec sept revendications. Le point 5 préconise que les besoins des enseignant-e-s et de leurs associations en matière de formation continue soient recensés par une instance de coordination nationale. Avec le projet du ZEM CES, un premier pas a été fait dans cette direction.

MENTIONS LÉGALES

Ce texte est à la disposition gratuite des rédactions.

Éditeur : ZEM CES, juin 2020

Centre suisse de l'enseignement secondaire II

Seilerstrasse 8, Postfach, 3001 Berne | Tél. 031 552 30 80 | info@zemces.ch

Texte : danielfleischmann.ch

Le ZEM CES est une agence spécialisée de la Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique. Il assiste les autorités pour les questions relatives à la promotion et au développement de l'école gymnasiale et des écoles de culture générale, ainsi qu'à la transition vers les hautes écoles. Il assure par ailleurs l'échange entre les acteurs de l'enseignement de culture générale au secondaire II au moyen de réseaux appropriés.